

GRAND ENTRETIEN - EMMANUEL MACRON

L'ancien ministre de l'Économie est l'un des favoris de l'élection présidentielle des 23 avril et 7 mai 2017. En exclusivité pour notre magazine, Emmanuel Macron livre, dans le détail, sa vision du Grand Paris. Depuis son QG de la rue de l'Abbé-Groult, dans le 15^e arrondissement, où il déboule d'un pas pressé, avenant et souriant, entouré de sa garde rapprochée, le leader du mouvement En marche ! nous « résume [sa] pensée » : « Le Grand Paris est essentiel pour le rayonnement français. Trop de gens conservent un complexe sur ce sujet à cause des tensions entre la capitale et la province. C'est une erreur de raisonnement fondamentale. Aujourd'hui, surtout à l'heure du Brexit, il faut considérer Paris versus Londres, versus Hongkong, New York ou San Francisco. » Développement économique, gouvernance, transport, logement, commerce, JO... le candidat explique comment il imagine l'avenir de la métropole. Il critique le périmètre de la MGP. N'épargne guère Valérie Pécresse. Et critique Anne Hidalgo concernant sa politique antivoitures ou le travail dominical. Il défend Airbnb et exprime des réserves sur l'encadrement des loyers. Ou encore, suggère de modifier le projet de la ligne 18 du futur supermétro. Pour lui, le Grand Paris doit être une « grande priorité nationale ».

Propos recueillis par **Bertrand Gréco et Gaspard Dhellemmes**

Si vous êtes élu président de la République en mai prochain, le Grand Paris sera-t-il une priorité pour vous ? En quoi la construction du Grand Paris est-elle importante pour la France ?

EMMANUEL MACRON : C'est une grande priorité nationale, qui mérite d'être soutenue par l'État et portée par le président de la République lui-même. Je m'en occuperai donc. Au début des années 1960, un tiers de la population mondiale vivait en ville ; en 2008, la barre des 50 % a été franchie ; dans quelques décennies, ce sera près de 80 %. Du coup, l'économie et le rang des pays sont de plus en plus dépendants du développement et de la performance de leurs grandes métropoles. Voilà l'enjeu. Déjà aujourd'hui, la seule Région Île-de-France concentre, sur 2,8 % de la superficie du

territoire national, près de 19 % des habitants du pays et 31 % de son PIB, soit l'équivalent de celui de la Belgique pour une population d'un nombre comparable à celui de la Grèce. La Région-capitale est déjà la locomotive de l'attractivité et de la croissance du pays, elle doit conforter ce rôle, pour que tout le pays s'en trouve lui-même renforcé dans le concert des nations.

Comment faire pour que cette « grande priorité nationale » ne se construise pas au détriment du reste de la France ?

EM : Que serait un Grand Paris qui aspirerait toutes les richesses, tous les talents, tous les crédits du pays ? Rien moins qu'un Grand Paris qui appauvrirait la France. La force du Grand Paris doit être d'apporter au reste du pays, sans rien lui prendre. Les autres métropoles françaises occupent déjà leur place à l'image éclatante de Lyon, grâce notamment à l'action de mon ami Gérard Collomb [PS] et doivent aussi la conforter. Les secteurs urbains, dans toutes les villes je pense notamment aux villes moyennes et petites, les lisières urbaines, en périphérie tous nos secteurs pavillonnaires par exemple, les zones rurales on ne parle pas assez des centres-bourgs ni des terres agricoles ne doivent pas être les oubliés de l'urbanisation du monde. Je ne voudrais pas d'une concurrence territoriale exacerbée qui construirait une France à deux vitesses. L'image est brutale, mais il n'est pas question pour moi de l'esquiver : je ne veux pas d'une France où poussent des bidonvilles au pied des buildings de multinationales. C'est aussi ce qui donne à l'État un rôle particulier dans le projet du Grand Paris : il faut veiller à ce que la Région-capitale y compris dans ses moindres secteurs ne confisque rien et essaime beaucoup.

Retrouvez la suite de l'article dans le dernier numéro du Magazine Grand Paris, disponible en kiosque ou par [abonnement](#)